



Faisons converger nos colères !

Pour des moyens à la hauteur des besoins en Haute Garonne Toutes et tous en Grève le 13 février 2018 !

130 postes pour le département pour plus de 1500 élèves supplémentaires dont plusieurs dizaines de postes seraient déjà utilisés pour la mise en place des CP/CE1 dédoublés !

Le ton est donné par le premier budget du ministère Blanquer.

Pourtant la situation de la Haute Garonne reste marquée par :

- **Des effectifs** beaucoup trop lourds dans les classes, notamment en maternelle avec une diminution dans de nombreuses communes de la présence des ATSEM en classe.
- **Un remplacement** défailant qui serait encore dégradé par **la fusion des missions**.
- Des équipes mises à mal par **les inclusions sans moyen** qui ne garantissent pas le droit pour les élèves à besoins particuliers à un enseignement de qualité.
- Une **formation continue indigente** depuis des années.
- **Des RASED** non reconstitués.

Les « CP à 12 » ont un effet trompeur auprès de l'opinion publique qui peut croire à un effort sans précédent du gouvernement. Or, nous savons bien que cette mesure n'est pas financée et se met en place par une suppression massive des postes de Plus de Maîtres que de classe et en prenant sur les moyens de remplacement, de formation voire d'ouverture de classe. Cette mesure se heurte de plus aux problèmes des locaux. Nous devons dénoncer cette supercherie et contrer le discours ministériel qui sature les médias. En Haute Garonne, nous estimons à 85 le nombre de postes nécessaires pour passer les classes de CP CE1 REP + et REP à 12 élèves.

Les organisations **SNUipp FSU 31**, **SNUDI-FO 31**, **la CGT Educ'action 31** appellent les personnels à se mettre en grève et à manifester pour obtenir les ouvertures de postes nécessaires et s'opposer aux fermetures, défendre nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage de nos élèves, revendiquer pour une école publique de qualité. Laisser faire, c'est non seulement accepter mais encourager le gouvernement dans sa politique hostile aux services publics et aux agents de la fonction publique.

Nous revendiquons :

- Pas une classe à plus de 25 élèves (Baisse des effectifs dans l'éducation prioritaire)
- Des créations de postes de titulaires remplaçants à la hauteur des besoins
- Non à la fusion des différentes spécificités de titulaires remplaçants
- Des moyens pour assurer une formation initiale et continue de qualité
- La restauration des RASED, le développement des postes et structures spécialisées
- Aucune suppression de postes de Plus de Maîtres que de Classes